

la France plurielle

Un colloque régional sur les discriminations vécues par les femmes immigrées ou issues de l'immigration est organisé à la Commanderie mardi prochain. L'occasion d'aborder les difficultés vécues par cette population

YASSIA BOUDRA a le franc-parler des femmes de terrain, celles qui donnent de leur temps pour aider les autres. Salariée de l'association Femmes Debout, elle aborde sans concession les problèmes des femmes immigrées ou issues de l'immigration. « Elles ne sont pas originaires de France d'une part et subissent aussi leur condition de femme. Ce sont deux remparts qu'il faut franchir pour leur intégration. » A la demande de l'Acsé, l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances, Femmes Debout organise un colloque régional mardi prochain. L'objectif est de casser les idées reçues pour offrir une « visibilité » à ces femmes. Des témoignages permettront de mettre en lumière les freins qu'elles rencontrent. « Pour travailler et s'intégrer, il faut lever les barrières en maîtrisant les codes sociaux. Par exemple, à Femmes Debout, on a mis en place la sociolinguistique. C'est un apprentissage du français par des situations de la vie quotidienne ». Ces cours permettent aux femmes de devenir autonomes. « Lire une publicité ou remplir un chèque sont des choses anodines mais primordiales. Depuis que l'on a mis ça en place il y a 3 ans, 4 participantes ont trouvé du travail ».

L'exemple Mesnils-Pasteur

« On emmène plusieurs femmes du quartier qui ne savent même pas où est la Commanderie alors qu'elles sont Doloises. Elles sont sou-

vent cantonnées dans des espaces qui sont selon nous des ghettos ». Pour les membres de l'association, constamment sur le terrain, la situation ne cesse de se dégrader. Il est de plus en plus difficile de mobiliser les publics. « On sent que les difficultés économiques prennent le pas sur l'envie de s'investir dans une association ou une activité culturelle ».

Autre changement notable, un repli communautaire qui n'est pas propice à l'évolution de la condition féminine. « Des associations comme Femmes Debout ou Ni pute ni soumise ont du pain sur la planche. Il y a une régression ». Plusieurs éléments expliquent ce phénomène. Les conditions sociales bien évidemment, l'isolement géographique, mais aussi une certaine interprétation de la religion. « On s'en rend compte dans le quartier au travers de l'habillement. Mais ce qui nous pose surtout problème, c'est l'augmentation des interdictions concernant les femmes ». Pour contrer cela, l'association ne cesse de promouvoir la laïcité et les valeurs de la République.

Mais Yassia Boudra souhaite clore ce constat par une note d'optimisme. « Les enfants issus de l'immigration font de plus en plus d'études et même si ils ne sont pas assez représentés dans le milieu professionnel et en politique, il y a des améliorations. Mais ce n'est pas encore suffisant. Il faut mettre en place une politique en adéquation avec ce public pour qu'ils se sentent poussés et encouragés. »

Vincent Dostin



Yassia Boudra et Marie-Odile Charmont, présidente de Femmes Debout, veulent mettre en lumière les discriminations vécues par les femmes issues de l'immigration

/ Photo Vincent Patrin

> « Ces femmes qui font le France », mardi 22 avril de 9 à 17 heures à la Commanderie. Renseignements au 03 84 82 14 37

Le programme du colloque

Cette conférence intitulée « Ces femmes qui font la France » s'adresse aux travailleurs sociaux et à toutes les femmes victimes de discriminations.

La matinée sera consacrée à l'égalité des chances et à l'insertion professionnelle des femmes issues de l'immigration. L'après-midi, les discussions porteront sur la participation des femmes immigrées dans l'espace public et sur la façon de concilier vies professionnelle, familiale et politique. Pour en parler, Femmes Debout invite Paulette Guinchard, ancienne secrétaire d'État de Lionel Jospin, Marie-Christine Dalloz, députée, Françoise Mon-

maire de Saint-Laurent-en-Grandvaux et Safia Otokoré Ibrahim, vice-présidente du conseil régional de Bourgogne, Marie-Guite Dufay, présidente du conseil régional et Valérie Létard, secrétaire d'État chargée de la Solidarité ont été sollicitées pour clore la manifestation. L'en-

tre...